



241 LM 32/7  
(1941)

Compte d'Établissement.

---

Questions générales.

---

Acquisition des camps de vacances de la  
Cie d'Orléans.

---

COPIE

Paris, le 25 avril 1941

Direction Générale  
des Transports

5ème Bureau

Région du Sud-Ouest

Acquisition des camps  
de vacances de la  
Compagnie d'Orléans

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER N° 11 221 de la

LE SECRETAIRE D'ETAT

DOSSIER à Monsieur le Président du Conseil  
d'Administration

Société Nationale des Chemins de fer.

P.O.8 - 113

Par lettre D.9311-90 du 6 novembre 1940, vous m'avez demandé l'autorisation d'acquérir les camps de vacances de Sermaise-sous-Dourdan (Seine-et-Oise), Quiberon (Morbihan), Ste-Marguerite (Loire-Inférieure), Velle (Indre) et Beauregard (Dordogne).

Ces camps, dont la S.N.C.F. est actuellement locataire, ont été aménagés au compte du Domaine privé de la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans qui en est toujours propriétaire.

Vous estimez, tant par raison d'économie que dans un souci d'unification et de facilité de gestion, qu'il est préférable pour la S.N.C.F. d'acquérir les camps en question, et vous proposez d'imputer la dépense correspondante, soit 1.700.000 frs y compris les frais de réalisation, au compte des travaux complémentaires.

J'admets une telle imputation en ce qui concerne le prix d'acquisition et les frais de réalisation; quant à la somme de 107.447 frs à verser en remboursement des frais engagés par la Compagnie d'Orléans depuis 1938, elle ne constitue pas un élément du prix de rachat et doit être imputée au compte d'exploitation comme dépense inférieure à 400.000 frs.

Dans ces conditions, j'approuve l'acquisition des camps de vacances ci-dessus énumérés dont le prix d'achat, évalué à 1.700.000<sup>f</sup>, sera imputé, avec les frais de réalisation, sur les crédits ouverts au budget d'établissement de la S.N.C.F. pour l'exercice 1941 (programme ordinaire).

La dépense de 107.447 frs correspondant à la somme à rembourser à la Compagnie d'Orléans sera imputée au compte d'exploitation de la S.N.C.F.

P. Le Ministre et par autorisation,  
Le Directeur Général des Chemins de fer  
et des Transports,

Signé : René CLAUDON.

\* Réglé par mandat n° 90667. Bordereau 9236

Chèque n° 6.519.861 du 30 septembre 1941

à l'ordre de la Cie du chemin de fer de Paris à Orléans